

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 4 décembre 2023

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

2 Md USD

C'est l'investissement qui serait nécessaire pour étendre la fibre optique à tout le Nigéria, d'après le Ministre des Communications, de l'Innovation et de l'Economie digitale Bosun Tijani.

Nigéria :

Le commerce extérieur du Nigéria bondit au troisième trimestre 2023 ; La NUPRC envisage de retirer les licences d'exploration pétrolière inexploitées ; L'ex-Gouverneur de Kaduna lance un fonds de capital-risque de 100 M USD pour soutenir les start-ups du Nord du Nigéria.

Ghana :

Le Gouvernement suspend sa proposition d'instrument législatif pour restreindre les importations ; Le crédit au secteur privé atteint son plus bas niveau depuis quatre ans.

Le commerce extérieur du Nigéria bondit au troisième trimestre 2023

[Le dernier rapport du Bureau national des statistiques \(NBS\) sur le commerce extérieur révèle que celui-ci a augmenté de 53,2 % en valeur au troisième trimestre 2023 par rapport au deuxième trimestre, atteignant 18 800 Md NGN \(23,4 Md USD\).](#) Dans le détail, les exportations ont bondi de 60,8 % en valeur en glissement trimestriel pour atteindre 10 350 Md NGN (12,9 Md USD) au troisième trimestre contre 6 440 Md NGN (8,0 Md USD) au deuxième trimestre 2023 (et même +74,4 % par rapport au dernier trimestre 2022). Les importations ont quant à elles augmenté de 47,7 % en valeur pour atteindre 8 460 Md NGN (10,5 Md USD) contre 5 730 Md (7,1 Md USD) au deuxième trimestre 2023. Il s'agit d'une augmentation en valeur d'un tiers par rapport à la valeur enregistrée au dernier trimestre 2022.

Les cinq principaux pays de destination des exportations du Nigeria au troisième trimestre ont été l'Espagne (1 270 Md NGN ; 1,7 Md USD), l'Inde (1 020 Md NGN ; 1,3 Md USD), les Pays-Bas (989 Md NGN ; 1,3 Md USD), l'Indonésie (759 Md NGN ; 1,0 Md USD) et la France (720 Md NGN ; 0,9 Md USD), représentant 46,0 % de la valeur totale de celles-ci. Quant aux importations du Nigéria, on retrouve en tête de ses partenaires, la Chine (1970 Md NGN ; 2,6 Md USD), la Belgique (997 Md NGN ; 1,3 Md USD), l'Inde (802 Md NGN ; 1,0 Md USD), Malte (561 Md NGN ; 0,7 Md USD) et les États-Unis (503 Md NGN ; 0,7 Md USD), qui ensemble représentent 57,2 % des importations du pays.

Selon le NBS, le pétrole représente 82,5 % du total des exportations au troisième trimestre, suivies par les exportations de GNL (9,8 %). L'essence (22,7 %), le gazole (8,7 %) et le blé (3,9 %) sont les produits dont la valeur des importations est la plus élevée.

La NUPRC envisage de retirer les licences d'exploration pétrolière inexploitées

[La Commission nigériane de régulation du secteur pétrolier amont \(NUPRC\) a annoncé lundi qu'elle envisage de révoquer les permis d'exploration pétrolière accordés par l'État fédéral qui n'auraient pas été activement utilisés par les entreprises pétrolières concernées.](#) La mesure s'inscrit dans une logique d'optimisation des activités pétrogazières et de la rente qui en découle, alors que l'industrie nigériane de l'or noir du Nigéria est confrontée à d'importants défis qui entravent l'augmentation de la production. La NUPRC note que près des deux-tiers des licences de prospection accordées aux sociétés pétrolières locales et internationales par l'Etat ont expiré sans que celles-ci n'engagent les opérations pour lesquelles les licences avaient été accordées.

Le poids réel du secteur pétrolier dans l'économie nigériane dépasse largement celui de sa contribution au PIB (5,7 %). Le Nigéria dépend du pétrole avant tout pour ses recettes budgétaires et ses ressources en devises. Après trois années de hausse continue de la production de 2016 à 2019, celle-ci a de nouveau chuté pour atteindre en 2022 son plus bas niveau de production, en moyenne annuelle, depuis plus de trente ans, affectant les entrées de devises et les recettes fiscales. Les raisons de cette chute sont principalement d'ordre structurel : un niveau d'insécurité élevé et un sous-investissement chronique. Le Nigéria est le seul pays de l'OPEP à ne pas respecter ses quotas de production.

L'ex-Gouverneur de Kaduna lance un fonds de capital-risque de 100 M USD pour soutenir les start-ups du Nord du Nigéria

[Nasir Ahmad El-Rufai, ancien gouverneur de l'Etat de Kaduna, a annoncé cette semaine la création d'un fonds de 100 M USD qui investira dans les entreprises innovantes et en phase de démarrage au Nord du Nigéria.](#) Il sera géré par la société de capital-risque Afri-Venture Capital, qui lancera ses activités en janvier 2024. Sur les 100 M USD, Ahmad El-Rufai apportera 2 M USD de sa fortune personnelle et prévoit de mobiliser le montant restant auprès d'investisseurs étrangers et locaux.

Afri-Ventures Capital rejoint le petit club de fonds investissant dans les start-ups du Nord du pays. En novembre, Aduna Capital a lancé son premier fonds, d'une taille de 20 M USD. Le véhicule d'Aduna investira dans des start-ups africaines, mais accordera une attention particulière aux jeunes entreprises du Nord du Nigeria, qui devraient recevoir 55 % du capital.

Le fonds d'El-Rufai siègera à Abuja avec pour objectif de diversifier les sources de financements, au-delà de Lagos.

Ghana

Le Gouvernement suspend sa proposition d'instrument législatif pour restreindre les importations

[Le gouvernement suspend dans l'immédiat sa proposition de restrictions à l'importation pour 22 produits, appelée « Import Restriction Bill ».](#) En effet, le ministre ghanéen du Commerce et de l'Industrie, M. K. T. Hammond, a présenté en novembre devant le Parlement une proposition de loi visant à restreindre l'importation de 22 produits dits « stratégiques » : ciment, trippes, volaille, huiles végétales, margarine, jus de fruits, boissons soft, eau, pâtes, céramiques, insecticides, savons et détergents, moteur de voiture,

fer et acier, riz, polymères, poisson, sucre, vêtements, biscuits et tomates en conserves. Cette loi obligerait les importateurs de ces articles à demander et obtenir des licences auprès d'un comité établi par le Ministre.

Trois fois déjà, l'opposition parlementaire s'est prononcée contre l'approbation de cette mesure, soutenant qu'elle présentait des risques considérables et **violait les normes du commerce international**. De plus, l'opposition craignait qu'elle n'accorde un pouvoir excessif au ministre, ouvrant ainsi la porte à des pratiques abusives. Par ailleurs, selon le **programme du FMI**, l'un des quatre critères de performance soumis à une surveillance constante stipule spécifiquement qu'il **ne doit y avoir aucune imposition ni intensification des restrictions à l'importation**, pour des raisons liées à la balance des paiements.

Dans ce contexte, le Gouvernement aurait décidé cette semaine de suspendre le dépôt de ce texte.

Le crédit au secteur privé atteint son plus bas niveau depuis quatre ans

[Selon le dernier rapport de politique monétaire de la Banque du Ghana \(BoG\), les banques privilégient toujours les investissements à court terme plutôt que l'octroi de crédits, en raison de la persistance de l'aversion au risque lié aux prêts des banques.](#) En effet, en octobre 2023, le crédit au secteur privé a affiché une contraction de 7,5 % en termes nominaux, par rapport à une croissance de 57,3 % en octobre 2022. **Cela correspond à son plus bas niveau depuis 4 ans**. En termes réels, le crédit a diminué de 31,6 % par rapport à une croissance de 3,0 % sur la même période l'année précédente. Le rapport souligne également une augmentation du ratio de prêts non performants (NPL) à 18,3 % en octobre 2023 contre 14,0 % en octobre 2022 et 15,7 % en janvier 2023, reflétant le risque élevé pour les banques d'accorder des prêts. Enfin, **la contraction de l'accès au crédit soulève des interrogations quant aux perspectives de croissance économique future, celle-ci étant projetée à 2,8 % pour l'année 2024.**

Malgré ces défis, la BoG affirme que le secteur bancaire reste **stable, liquide et rentable**. Les niveaux d'adéquation des fonds propres restent au-dessus du seuil réglementaire minimum, avec la plupart des banques détenant des liquidités excédentaires et s'adaptant à l'impact du Programme d'échange de la dette domestique, finalisé en septembre 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr